



Quatre Ambassadeurs nouvellement accrédités à Gitega présentent leurs lettres de créance au Chef de l'Etat



Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu en audience, le mardi 15 Avril 2025, quatre Ambassadeurs Extraordinaires et Plénipotentiaires nouvellement accrédités à Gitega.

Il s'agit de Madame MORAKOT Janemathukorn, Monsieur Naeem Ullah Khan, Madame Nicole Providoli et Monsieur ABDELKERIM AHMADAYE BAKHIT, Représentant respectivement au Burundi le Royaume de Thaïlande (Résidence à Nairobi), la République Islamique du Pakistan (Résidence à

Kigali), la Confédération Suisse (Résidence à Dar-Es-Salaam) et la République du Tchad (Résidence à Brazzaville).

Au cours de leurs entretiens avec le Chef de l'Etat burundais, les quatre diplomates ont d'abord transmis les salutations chaleureuses, les appréciations et les félicitations de la part des Plus Hautes Autorités de leurs pays respectifs par rapport aux avancées significatives et aux engagements du Burundi pour un élan du développement.

Dans cette Edition:

page

Quatre Ambassadeurs nouvellement accrédités à Gitega présentent leurs lettres de créance au Chef de l'Etat

1

Retour du Président du Sénat d'une mission de travail effectuée à Séoul

2

Revue conjointe du portefeuille de la Banque Mondiale au Burundi

3

Les jeunes affiliés aux partis appelés à la cohabitation pacifique

3

Coopération Burundi-Qatar : Vers le déploiement de travailleurs burundais au Qatar

4

Visite de Suivi du Projet PACEJ en Commune Isare par la Banque Mondiale

5

Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida reçoit un don des médicaments et de matériel

6

Formation des journalistes sur les techniques de couverture médiatique des processus électoraux

7

La tuberculose, toujours un problème de santé publique

8

COMMUNIQUE DE PRESSE N04 /2025 DE LA REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 16 AVRIL 2025

12

Le Président de la République du Burundi leur a souhaité la bienvenue au Burundi, un pays du lait et du miel, au cœur de l'Afrique. Il a eu l'occasion de leur présenter brièvement la situation générale du Burundi, surtout en ce qui est des secteurs prioritaires de coopération.

Ces quatre Ambassadeurs nouvellement nommés pour représenter leur pays au Burundi ont tous exprimé leur souhait de tout mettre en œuvre pour renforcer les relations de coopération et d'amitié entre le Burundi et leur pays respectifs.

Dans ce cadre, plusieurs domaines potentiels de coopération ont été identifiés notamment l'échange d'expériences dans le domaine de technologie, l'agriculture,

l'élevage, l'industrie agroalimentaire, l'éducation, la santé, le tourisme, le commerce (notamment l'exportation du thé et du café burundais vers le Pakistan et le Tchad), le sport, le secteur diplomatique, la consolidation de la paix, la sécurité et la défense, etc.

Ces échanges entre le Numéro Un Burundais et ces quatre Ambassadeurs nouvellement accrédités à Gitega ont ainsi marqué un nouvel élan dans le domaine de la coopération où ils se sont tous engagés à renforcer la coopération gagnant-gagnant entre le Burundi et ces pays, un pays aligné à la Vision du Burundi Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060, surtout que tous ces pays ont également des perspectives de développement partagés. **(Présidence)**

Retour du Président du Sénat d'une mission de travail effectuée à Séoul



Le Jeudi 17 avril 2025, le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, est retourné d'une mission de travail effectuée à Séoul, en Corée du Sud.

A son arrivée à l'Aéroport International Melchior Ndaye, il a indiqué qu'il a participé à l'ouverture des travaux de la conférence interparlementaire, organisée sous le thème: « Construire l'unité Mondiale: renforcer la paix et la prospérité partagées, par le dialogue interparlementaire ». Il a fait savoir qu'il a pris part aux cérémonies de remise du prix appelé SUNHAK PEACE PRIZE, organisées pour la 6^{ème} édition, et qui a été octroyé à trois leaders qui ont travaillé pour le renforcement de la paix et la tranquillité parmi les peuples de toutes les nations.

Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a expliqué

qu'il a aussi participé aux travaux ouvrant la Conférence Internationale de 2025, où les représentants des pays respectifs ont tous décidé de se contenter de la préservation de la paix, ainsi que l'analyse des conflits qui menacent l'être humain au monde entier notamment la guerre, les maladies, la famine, les changements climatiques et bien d'autres.

Il a, en outre, signalé qu'il a pris part à la Conférence qui a réuni les Présidents des parlements du monde entier, où ils ont échangé sur le renforcement de l'unité, ainsi que la consolidation de la paix et le développement, à travers le dialogue.

Le Président de la Chambre Haute du parlement a révélé qu'il a eu l'occasion de partager l'expérience du Burundi avec d'autres participants, où il leur a présenté le cas des Burundais, sur la sauvegarde de la paix et la sécurité durables, à travers le dialogue. A cette même occasion, il a invité les opérateurs économiques de différents pays à venir investir au Burundi.

Le Président du Sénat a explicité que lors des travaux interparlementaires, les participants ont signé un document de la Conférence de Séoul 2025, où ils se sont engagés à protéger l'environnement et renforcer le secteur de l'éducation, pour le développement de leurs pays respectifs.

En marge de tous ces travaux, il a rencontré les membres de la diaspora burundaise résidant en Corée du Sud. Il les a interpellés à contribuer dans le développement de leur pays natal.

Le Président du Sénat Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a, enfin lancé un appel à la population burundaise, à retrousser les manches et s'atteler aux différents travaux, pour se développer, à l'exemple de la Corée du Sud. **(Sénat)**

Revue conjointe du portefeuille de la Banque Mondiale au Burundi



Le Premier Ministre du Burundi Lieutenant Général de police Monsieur Gervais Ndirakobuca et le Directeur des opérations de la Banque Mondiale, Monsieur Albert G. Zeufack, ont honoré de leur présence le jeudi 17 avril 2025 en Mairie de Bujumbura, une réunion sur la revue conjointe du portefeuille de projets financés par la Banque Mondiale au Burundi.

Au total, 16 projets nationaux et 3 projets régionaux ont été évalués. Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique Monsieur Nestor Ntahontuye, a indiqué que certains projets progressent de manière satisfaisante, tandis que d'autres rencontrent des défis nécessitant des actions correctives. Des problèmes de coordination et de communication ont été identifiés, et une retraite est prévue pour élaborer une feuille de route visant à améliorer la performance des projets.

Avec un portefeuille de 1,9 milliard de dollars, la Banque Mondiale demeure le principal bailleur de fonds du Burundi. Ce soutien financier couvre des secteurs clés tels que l'énergie, l'éducation, la santé

et les infrastructures, contribuant ainsi au développement socio-économique du pays.

Dans son allocution, le Premier Ministre Lieutenant de police Monsieur Gervais Ndirakobuca a souligné que le suivi des performances des projets est une priorité pour le gouvernement du Burundi. Il a insisté sur l'importance d'une gestion axée sur les résultats et d'une redevabilité transparente envers la population.

La Vision Burundi Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060 reflète l'engagement du Gouvernement. Cette ambition repose sur une stratégie volontaire et une synergie renforcée entre l'État et ses partenaires au développement.

Le Directeur des opérations de la Banque Mondiale Monsieur Albert G. Zeufack a réaffirmé l'engagement de la Banque mondiale à accompagner le Burundi dans la réalisation de sa vision de développement. Il a souligné que, grâce à un partenariat renforcé, un suivi rigoureux et des efforts conjoints, des avancées majeures sont en vue pour améliorer la vie du peuple burundais.

Cette réunion a marqué une étape significative dans la collaboration entre le Gouvernement burundais et la Banque Mondiale, visant à assurer une mise en œuvre efficace des projets et à promouvoir un développement durable au Burundi. **(RTNB)**

Les jeunes affiliés aux partis appelés à la cohabitation pacifique

Dans le but de contribuer à la réussite d'un processus électoral apaisé en 2025 et de renforcer la cohabitation pacifique, l'Institution de l'Ombudsman a organisé un atelier provincial de sensibilisation le mardi 15 avril 2025 à Gite-

ga. Cet atelier visait à promouvoir une attitude constructive parmi les responsables des différentes parties prenantes aux élections, en ciblant particulièrement les représentants des jeunes affiliés aux partis politiques.



Comme l'a souligné l'Ombudsman burundais Madame Aimée Laurentine Kanyana dans son discours d'ouverture, cet atelier de deux jours rassemblait des jeunes issus des partis politiques opérationnels dans les provinces de Gitega, Karusi, Muramvya et Mwaro. L'objectif était de les préparer aux bonnes pratiques de prévention et de résolution des conflits électoraux, en les encourageant à jouer un rôle actif dans la gestion des tensions socio-politiques.

L'Ombudsman burundais, Madame Aimée Laurentine Kanyana, a prodigué de nombreux conseils aux jeunes affiliés à différents partis politiques, les exhortant à res-

ter solidaires tout en évitant les divisions ethniques, politiques ou religieuses. Elle les a notamment encouragés à ne pas prêter attention aux personnes cherchant à les entraîner dans des actions destructrices. Par ailleurs, elle a appelé à la sauvegarde de la paix et de la sécurité, tout en insistant sur l'importance de l'unité nationale.

Enfin, l'Ombudsman a encouragé les jeunes, quelle que soit leur affiliation politique, à travailler ensemble au sein des coopératives, afin de contribuer activement au développement du pays.

À la suite de l'atelier provincial de sensibilisation des représentants des jeunes affiliés aux partis politiques sur la cohabitation pacifique au chef-lieu de la commune Gitega, l'Ombudsman du Burundi, Madame Aimée Laurentine Kanyana, s'est rendue dans la commune de Mutaho, province de Gitega pour assister à un match de football opposant les équipes du Club de jeune ornithologue (YOC) et Jeunesse Unie, toutes les deux de la commune Mutaho. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre d'une journée sportive dédiée à la promotion de la paix, de la tolérance et de la cohésion sociale. (RTNB)

Coopération Burundi-Qatar : Vers le déploiement de travailleurs burundais au Qatar



Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi, M. Vénuste MUYABAGA, a reçu en audience, le 14 avril 2025, une délégation qatarie conduite par le Ministre du Travail de l'État du Qatar, Son Excellence Dr Ali Bin Samikh Al Marri.

À l'issue de cette rencontre, le Ministre MUYABAGA a indiqué que les échanges avaient porté principalement sur la mise en œuvre de l'accord bilatéral signé le 7

mars 2023 entre la République du Burundi et l'État du Qatar, relatif à l'emploi de travailleurs burundais sur le territoire qatari.

Il a annoncé que cet accord devrait entrer en vigueur dans un avenir proche, marquant une étape importante dans la coopération entre les deux pays. Cette initiative ouvre des perspectives concrètes pour de nombreux jeunes Burundais à la recherche d'opportunités professionnelles, en facilitant leur accès au marché de l'emploi qatari.

Le Ministre MUYABAGA a souligné les avantages mutuels de cet accord : d'un côté, il contribuera à réduire le chômage des jeunes au Burundi ; de l'autre, il permettra au Qatar de bénéficier d'une main-d'œuvre qualifiée, disciplinée et engagée.

À la suite de l'audience ministérielle, les experts des deux



pays ont tenu la première réunion technique mixte Burundi-Qatar sur la migration de la main-d'œuvre burundaise. Cette réunion visait à définir les modalités pratiques du déploiement des travailleurs burundais au Qatar.

Les activités de la journée se sont clôturées par un dîner officiel, au cours duquel le Secrétaire Perma-

nent au Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement, M. Ferdinand BASHIKAKO, s'est réjoui de la tenue de cette première réunion de la commission mixte. Il a affirmé que le déploiement des travailleurs burundais au Qatar interviendra très prochainement et a invité les agences de recrutement burundaises à se préparer dès maintenant.

De son côté, le Secrétaire Permanent de l'Association des Agences de Recrutement des Travailleurs Migrants du Burundi, M. Rénovat NZAMBIMANA, a exprimé sa gratitude envers le Gouvernement du Burundi, par le biais du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement, pour les efforts déployés en faveur de l'emploi des jeunes Burundais. Il a assuré que les agences de recrutement sont d'ores et déjà prêtes à accompagner le processus de déploiement des travailleurs vers le Qatar. **(MAECD)**

Visite de Suivi du Projet PACEJ en Commune Isare par la Banque Mondiale



Le lundi 14 avril 2025, le Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burundi, Madame Hawa Cissé Wagué, accompagnée du Secrétaire Permanent au Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique, Monsieur Hermenegilde Burikukiye, a effectué une visite de terrain en commune Isare de la Province Bujumbura.

Cette mission s'inscrivait dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Projet d'Appui à l'Amélioration des Compétences et de l'Employabilité des Femmes et des Jeunes (PACEJ), financé par la

Banque Mondiale et mis en œuvre par le Gouvernement burundais à travers le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique. Le projet est mis en œuvre dans 30 Centres d'Enseignement des Métiers et 7 Établissements Sectoriels.

Ce projet a pour objectif d'améliorer de façon durable l'adéquation de la formation au marché du travail dans le but d'élargir le pool de travailleurs compétents pour l'industrie, et de donner aux nouveaux venus sur le marché du travail de meilleures chances d'accéder à des emplois de qualité.

À cette occasion, la délégation a visité le Centre d'Enseignement des Métiers (CEM) de Rushubi II, qui a offert des formations dans des filières comme : l'agriculture, l'élevage, la soudure et l'électricité. Madame Cissé Wagué s'est rendue compte des appuis fournis dans le cadre du PACEJ, notamment la dotation en équipements de protection individuelle, en tenues de travail et en kits d'outillage destinés aux formateurs et aux apprenants. Les jeunes en apprentissage bénéficient également d'une couverture d'assurance contre

les risques liés à la formation ainsi que d'une allocation mensuelle de transport, variant entre 50 000 Bif pour les garçons et 60 000 BIF pour les filles. Des téléphones portables leur ont également été distribués pour faciliter le transfert numérique de ces allocations.

Lors de sa visite, Madame Hawa Cissé Wagué a assisté à des démonstrations et écouté les témoignages des apprentis qui ont partagé leurs expériences ainsi que les défis rencontrés notamment l'insuffisance de l'outillage et des équipements pour certaines spécialités comme la médecine vétérinaire et la soudure.

La délégation s'est ensuite rendue chez l'Artisan Monsieur Etienne Niyonzima agriculteur spécialisé dans la culture du bananier à Kibuye et détenteur d'une usine de transformation de bananes « Kibuye Drinks Company ». Madame Hawa Cissé Wagué s'est dite impressionnée par les progrès réalisés, soulignant que les apprenants sont désormais capables de répondre aux besoins de leurs communautés, que ce soit pour des soins aux animaux, l'agriculture moderne ou pour des travaux de soudure.

Elle s'est dite fière du travail abattu par les artisans et les apprentis ce qui constitue, à ne point douter, une opportunité pour le développement socio-économique du pays. Madame Hawa Cissé Wagué les a alors fortement encouragés à se regrouper en coopératives après la formation pour élaborer des projets créateurs d'emplois afin de devenir à leur tour des pourvoyeurs d'emplois.

Elle a indiqué qu'à l'issue de leur formation en entrepreneuriat, les lauréats seront invités à soumettre des plans d'affaires bancables, susceptibles d'être financés par le

PACEJ. Ceux dont les projets ne seront pas retenus pourront solliciter d'autres mécanismes de financement tels que le Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ), la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE) ou encore la Banque d'Investissement et de Développement pour les Femmes (BIDF).

Au sujet des défis et doléances exprimés, elle a précisé qu'elle en prend bonne note et même précisé que la mission se voulait aussi une mission d'évaluation après laquelle les équipes techniques les analyseront pour proposer une suite appropriée.

De son côté, le Secrétaire Permanent au Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique Monsieur Herménégilde Burikukiye s'est réjoui et apprécié les résultats visibles du projet, saluant la qualité des formations et l'engagement des jeunes bénéficiaires que la mission a trouvé à l'œuvre.

Il a souhaité une bonne réussite aux prochaines évaluations certifiantes prévues à cet effet et que ce bon exemple puisse servir à d'autres jeunes. Ces derniers, quant à eux, expriment leur satisfaction face aux compétences acquises et se montrent confiants quant à leur capacité future à subvenir aux besoins de leurs familles grâce à leur formation. Ils ont remercié le Gouvernement du Burundi d'avoir pensé au Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique

Ils ont également remercié la Banque Mondiale pour son appui et lui a demandé de poursuivre son appui à l'issue de la formation comme importante et bénéfique pour eux, la communauté et le pays tout entier. **(RTNB)**

Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida reçoit un don des médicaments et de matériel

Le lundi 14 avril 2025, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a remis au Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le Sida des médicaments et du matériel médical d'une valeur de 1,537 milliard de francs burundais (BIF). Ce don s'inscrit dans le cadre des activités marquant la célébra-

tion de la journée mondiale de la Santé.

Le Représentant de l'Organisation Mondiale de la Santé au Burundi, Dr Xavier Crespín, a souligné que cette initiative vise à appuyer le renforcement du plateau technique du système de santé burundais, notamment dans la lutte contre la mortalité maternelle et infantile. Lors de la céré-



monie de remise, Dr Crespin a salué les efforts constants du Gouvernement burundais dans l'amélioration de la santé publique et du bien-être des communautés. Il a également précisé que le matériel médical fourni est spécialement destiné à améliorer la prise en charge des femmes enceintes et des nouveau-nés.

L'Assistante du Ministre de la Santé Publique, Madame Ange Inès Nduwimana, a exprimé sa reconnaissance à l'Organisation Mondiale de la Santé pour ce soutien. Elle a affirmé que ces médicaments seront d'un grand secours dans la lutte contre les maladies touchant particulièrement les groupes les plus vulnérables : les mères et leurs enfants.

Dans la foulée de cette remise, une partie des équipements a été immédiatement transférée à l'hôpital de la commune Kabenzi. L'opération s'est déroulée en présence de l'Assistante du Ministre de la Santé et des responsables de l'Organisation Mondiale de la Santé. Elle a exhorté les bénéficiaires à faire bon usage de ce matériel. « Il est impératif que ces équipements soient bien entretenus et utilisés à bon escient, afin de prévenir les décès évitables des mères et des nouveau-nés », a-t-elle insisté. (RTNB)

Formation des journalistes sur les techniques de couverture médiatique des processus électoraux



Le Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias en collaboration avec l'UNESCO, a organisé du 14 au 15 avril 2025, un atelier de formation des journalistes sur la couverture des élections dans le respect de l'éthique et déontologie professionnelle, du droit des citoyens à l'information, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes.

Dans son mot d'ouverture, le Représentant du Délégué de l'Organisation des Nations Unies pour l'Edu-



cation, la Science et la Culture au Burundi Monsieur Serges Banyimbe, a informé que cet atelier vise à faire avancer et promouvoir le droit à l'information surtout dans les circonstances électorales. D'où ce renforcement des capacités à l'endroit des journalistes a été organisé pour qu'ils soient outillés, afin de rapporter à la population des informations électorales sûres et véridiques en temps réel, a-t-il fait savoir. D'après le Directeur Général de la Communication et des Médias au Ministère de la Communication, des Technologies

de l'Information et des Médias Monsieur Oscar Nzohabonayo, cet atelier vient dans la logique de permettre aux journalistes d'échanger sur les stratégies à utiliser et d'explorer tous les enjeux de communication pour une meilleure couverture électorale.

C'est aussi dans le cadre de les conscientiser, rapporter des informations électorales qui ne créent pas des confusions et paniques dans le pays. Des différents thèmes sur le droit à l'information et couverture médiatique des élections ont été exposés durant ces deux journées de formation, notamment : le droit à l'information, est un droit humain fondamental, la raison d'être du journaliste,

le droit des populations à l'information électorale, le cadre légale en vigueur, le rôle de la presse pendant la période électorale, les défis contemporains de la couverture journalistique des processus électoraux, les médias et la prévention des tensions électorales, la sécurité des journalistes.

Lors de la clôture de cet atelier de formation, le Directeur Général de la Communication et des Médias Monsieur Oscar Nzohabonayo a invité ces journalistes à appliquer les connaissances acquises et à travailler comme des professionnels tout en faisant des reportages qui contribuent à éclairer les burundais sur les élections. (ABP)

Le Conseil National de la Communication annonce une levée définitive de sanction de suspension du collectif de bloggeurs Yaga Burundi



La Présidente du Conseil National de la Communication du Burundi (CNC) Madame Ambassadeur Esperance Ndayizeye a annoncé, une levée définitive d'une mesure de suspension temporaire du collectif des bloggeurs Yaga Burundi. C'était au

cours d'un point de presse qu'elle a animé le lundi 14 avril 2025 au terme d'une assemblée plénière extraordinaire.

Cette décision a été prise après une confirmation de l'existence légale de l'association des jeunes burundais pour le développement inclusif (AJEBUDI), initiateur du blog, par le Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, a-t-elle fait savoir.

Rappelons qu'une décision de suspension temporaire du blog avait été prise et communiquée le 27 mars 2025, car le Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique n'avait pas pu trouver dans ses archives le document attestant la légalité de l'association des jeunes burundais pour le développement. (ABP)

La tuberculose, toujours un problème de santé publique

Dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose, le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a organisé, le jeudi 17 avril 2025 en Mairie de Bujumbura, un atelier d'échange et d'information sur la problématique de la tuberculose au Burundi.

Le chargé du service IEC (Information, Education, Communication) et point focal tuberculose communautaire

au sein du Programme National Intégré de Lutte contre la Lèpre et la Tuberculose (PNILT) Monsieur Pascal Ntisinziira a fait savoir que le but de l'atelier est de sensibiliser les médias sur leurs rôles dans la mise en œuvre de la vision du monde, consistant à mettre fin à la tuberculose d'ici 2030.

Il a défini la tuberculose comme étant une maladie infectieuse causée par une bactérie, le mycobacterium tuber-



culosis, qui se transmet par voie aérienne. Il a indiqué que parmi les signes cliniques de la tuberculose figure la toux productive ou sèche, la température, la transpiration, l'anorexie, l'amaigrissement et l'asthénie.

Monsieur Pascal Ntinzira a précisé qu'il y a deux formes de tuberculose dont la tuberculose pulmonaire et celle extra-pulmonaire qui attaque d'autres organes que les poumons, y compris la peau, mentionnant qu'en 2024, plus de 8000 cas de tuberculose ont été dépistés au Burundi, comprenant plus de 5000 cas de tuberculose pulmonaire.

Pour lui, les facteurs favorisant la tuberculose sont les mauvaises conditions de vie (la sous-alimentation, la promiscuité,...), d'autres maladies comme le VIH/Sida, une immunodépression,... il a estimé que la solution ultime pour l'éradication de la tuberculose est la conjugaison des efforts par les parties prenantes dans tous les secteurs de la vie de la population, pour l'amélioration des conditions de vie.

Il a appelé la population à consulter un médecin chaque fois qu'il y a des signes annonciateurs de la maladie et de suivre les recommandations des prestataires de soins. Il a tranquilisé la population que les examens et le traitement sont gratuits. Il a invité la communauté à ne pas stigmatiser les malades de la tuberculose.

Vous saurez que la journée mondiale de lutte contre la tuberculose célébrée le 24 mars de chaque année, au Burundi a été célébrée à l'hôpital de district de Kirundo le vendredi 18 avril 2025. Le thème retenu cette année est : « Oui! Nous pouvons mettre fin à la tuberculose : s'engager, investir, agir ». (RTNB)

Lutte contre la malnutrition au Burundi : une mobilisation multisectorielle pour des solutions durables



Le combat contre la malnutrition prend une nouvelle tournure au Burundi. Cela a été indiqué par le chargé de la coordination et de la planification des activités au sein du Secrétariat Exécutif Permanent de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PMSAN), Monsieur Fidèle Ndagijimana. C'était lors d'une descente sur terrain effectué, le mardi 15 avril 2025, dans la commune de Bukemba de la pro-

vince Rutana.

L'objectif de cette descente était d'évaluer le fonctionnement de cette plateforme et identifier les défis persistants dans les communautés. Dans son exposé, le chargé de la coordination et de planification des activités au sein du Secrétariat Exécutif Permanent de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition Monsieur Fidèle Ndagijimana a expliqué que la PMSAN a été créée pour répondre à une réalité inquiétante malgré les traitements médicaux, les cas de malnutrition reviennent fréquemment. Le problème n'est donc pas seulement médical, mais structurel.

Il a fait savoir qu'un enfant malnutrition est souvent le reflet d'une situation de pauvreté, de maladies récurrentes ou de mauvaises conditions de vie au sein de sa famille. D'où la nécessité d'une réponse intégrée impliquant les secteurs de l'agriculture, de la santé, de

l'eau, des finances et de la protection sociale, a-t-il martelé.

Au niveau local, Monsieur Fidèle Ndagijimana a fait savoir que des structures similaires ont été mises en place dans les provinces et les communes, dirigées respectivement par les gouverneurs et les administrateurs communaux. Tous sont appelés à agir ensemble pour prévenir la malnutrition.

L'Administrateur de Bukemba Madame Françoise Twagirayezu a indiqué que, grâce au partenariat avec l'ONG World Vision, 2 921 enfants ont été identifiés et soumis à un dépistage nutritionnel et que le résultat a montré que 2 821 étaient en bonne santé, 78 ont été orientés vers des centres de prise en charge, et 20, dont l'état de santé était plus préoccupant, ont été transférés vers des centres de santé. Deux cas graves ont été détectés, les enfants présentant des œdèmes liés à une malnutrition sévère.

Par ailleurs, Madame Françoise Twagirayezu a ajouté que l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a soutenu les ménages vulnérables en leur distribuant des semences de haricots riches en nutriments (variétés Musore et Kinure), ainsi que des semences de légumes (choux, amarantes, tomates, poi-

vrons, oignons). Une action saluée par les autorités locales, qui ont également organisé un suivi auprès des enfants traités pour évaluer leur évolution, jugée satisfaisante. Quant aux défis, l'administrateur déplore le faible nombre de partenaires actifs sur le terrain. Seuls trois organismes (World Vision, FAO et Self Inclusion) sont impliqués. Le retard voire l'absence de rapports de certaines organisations, a été mentionné comme un défi qui freine la planification et l'action.

Par ailleurs, les familles ont tendance à vendre toute leur récolte, réduisant ainsi les quantités disponibles pour l'alimentation domestique. Une pratique qui favorise la malnutrition, notamment chez les enfants.

Le chargé de la coordination et de planification des activités au sein du Secrétariat Exécutif Permanent de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition Monsieur Fidèle Ndagijimana a indiqué que cette descente sur terrain permet de faire un état des lieux précis et de collecter des informations qui seront remontées au niveau national pour orienter les politiques publiques. La plateforme multisectorielle de sécurité alimentaire et de nutrition, si elle est pleinement opérationnelle et soutenue, pourrait jouer un rôle crucial dans l'élimination durable de la malnutrition au Burundi, a-t-il conclu. **(ABP)**

Rutana : Les responsables du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés visitent le camp de Musenyi



Une délégation du Haut -Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) composé du Directeur des urgences basé à Genève, du bureau régional de Nairobi et de la Représentante du UNHCR au Burundi a visité le lundi 14 avril

2025, le camp des réfugiés de Musenyi, dans la province de Rutana, où près de 16000 congolais vivent dans des conditions qui nécessitent une amélioration suite aux inondations, à l'insuffisance de la nourriture et à la surpopulation.

Lors de leur visite, les responsables ont constaté qu'une partie du camp dispose de constructions durables, tandis que les nouveaux arrivants, faute de ressources, sont logés dans des tentes. La Représentante du UNHCR au Burundi, Madame Brigitte Eno Mukanga, a salué le courage des réfugiés ayant participé à l'évacuation des eaux. "L'idéal serait de construire des maisons en dur, comme dans la première partie du site, pour offrir dignité et sécurité", a-t-elle souligné.

En raison de la crise financière touchant les agences humanitaires, les réfugiés ne reçoivent plus qu'un seul repas par jour, soit une demi-ration du programme alimentaire mondial. La Représentante a lancé un appel aux donateurs pour soutenir

le UNHCR et le Gouvernement burundais : "Depuis début 2025, plus de 70 000 réfugiés congolais sont arrivés au Burundi, via Gatumba ou la rivière Rusizi. Nous avons urgemment besoin de ressources pour améliorer leur sort.", a-t-elle précisé. (RTNB)

La mise en place d'une plate-forme multi-acteur pour le plaidoyer en matière de santé sexuelle et reproductive et planification familiale



Dans une présentation du Directeur Provincial de l'Enseignement (DPE) à Ngozi, Monsieur Jean Pierre Ndikuryayo, les statistiques montrent que les effectifs des cas de grossesses non désirées en milieu scolaire ont sensiblement diminué dans une période de trois ans écoulés. L'année scolaire 2022-2023, on a enregistré 66 cas de grossesses non désirées.

Le lundi 14 avril 2025, il y a eu lancement d'une plate-forme multi-acteur au niveau de la province Ngozi, les différents partenaires en santé sexuelle et reproductive engagés d'unir leurs forces afin de suggérer des solutions innovantes aux problèmes difficiles d'intérêt commun, en particulier le plaidoyer en matière de Santé Sexuelle et Reproductive et la Planification Familiale (SSR/PF).

Cette plate-forme est mise en place via le projet Espace Multi Acteurs (MSE) de Twitezimbere. Le chef de service au Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR), Monsieur Sadique Niyonkuru a indiqué que cette plate-forme va se rencontrer après une période déterminée pour soulever des problèmes liés à la SSR/PF et générer des solutions innovantes, notamment sur la lutte contre les grossesses non désirées, la planification familiale (PF) et autres pour le bien être de la santé humaine de la population.

Pour l'année scolaire 2023-2024, 53 cas de grossesses non désirées, tandis que pour l'année scolaire 2024- 2025 l'effectif des grossesses en milieu scolaire arrive à 40 cas. Les trois communes qui se positionnent premières sont respectivement Kiremba, Marangara et Ngozi.

Dans la province de Ngozi, la sensibilisation sur l'utilisation des méthodes contraceptives a expliqué la diminution des cas dans les communes qui se classent dernières. Le Conseiller du Gouverneur de Ngozi chargé des affaires juridiques, Monsieur Paul Niyonzima qui avait pris part à cette réunion, a invité différents partenaires en santé sexuelle et reproductive à conjuguer les efforts dans la lutte contre les violences faites aux femmes et filles. Il a souhaité que les lois soient appliquées aux auteurs de toutes les violences basées sur le genre, en particulier, ceux qui le font aux jeunes filles. (ABP)

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

COMMUNIQUE DE PRESSE N°04/2025 DE LA REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 16 AVRIL 2025

Le Conseil des Ministres s'est réuni en séance extraordinaire, ce mercredi 16 avril 2025 à Bujumbura, sous la présidence de son Excellence Monsieur le Président de la République, Général Major Evariste NDAYISHIMIYE.

Après la présentation et l'adoption de l'ordre du jour, Son Excellence Monsieur le Président de la République a invité le Premier Ministre à présenter la synthèse des observations issues de la réunion préparatoire du Conseil des Ministres qui avait eu lieu en dates du 14 et du 15 avril 2025 et qui était consacrée à l'analyse préalable des mêmes dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Un seul point a été analysé à savoir :

Projet de loi portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'Exercice 2025/2026,

Présenté par le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique.

1

Le présent projet de budget pour l'exercice 2025/2026 est élaboré dans un contexte marqué par le ralentissement de l'économie mondiale, le durcissement des conditions financières qui pèsent sur les investissements et la dette, ainsi que la persistance des conflits géopolitiques dont les conséquences continuent à affecter fortement l'économie nationale dans son ensemble.

Le projet de budget pour l'exercice 2025/2026 est ainsi préparé dans une logique de contribuer significativement à la relance de l'économie burundaise et de poursuivre la mise en œuvre des réformes en matière de gestion des finances publiques visant la budgétisation axée sur la performance introduite par la loi relative aux finances publiques.

Le projet de budget pour l'exercice 2025/2026 consolide les acquis de la réforme du budget-programme en cours d'implémentation.

Il est préparé sur base du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle qui s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation du Plan National de Développement révisé aligné à la Vision « *Burundi : Pays Emergent en 2040, Pays Développé en 2060* ».

Les prévisions budgétaires de l'exercice 2025/2026 sont établies sur base d'une prévision de croissance économique de 4,6% en 2025/2026 contre 3,9% estimée en 2024/2025 et de 5,6% projetée en 2026/2027.

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

Cette reprise de croissance est attribuable aux mesures prises par le Gouvernement visant la relance de l'économie à travers la poursuite des grands programmes et projets dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement révisé, tels que la généralisation et l'intensification de la production agricole irriguée, la poursuite de la diversification des produits d'exportation, la hausse progressive de la production des minerais, la construction du chemin de fer, etc.

Dans le projet de budget pour l'exercice 2025/2026, certains articles ont été modifiés tandis que d'autres ont été introduits, pour renforcer le contrôle et la mobilisation des recettes à travers l'élargissement de l'assiette fiscale et la lutte contre la fraude fiscale ainsi que la maîtrise et l'efficacité de la gestion des dépenses.

Après échange et débat, le projet de loi a été adopté mais il été mis en place une équipe chargée d'analyser en profondeur les Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) des ministères afin de ne retenir que les chantiers déjà en cours, et pour les nouveaux projets, ceux dont la nécessité est suffisamment justifiée, afin de réduire sensiblement le déficit budgétaire.

2

Fait à Bujumbura, 17 avril 2025

Le Secrétaire Général de l'Etat
Jérôme NIYONZIMA. -



Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Dévelop- pement

Département de la Communica- tion

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi